

que nous ne sommes pas en mesure d'autoriser le transport
du matériel de guerre de Pologne et au Tchecoslovaquie.
Parce que l'acte deux de la convention précitée interdit aux
alliés de faire passer leur matériel à travers le
territoire d'une puissance neutre. - D'autre part, nous
^{avons} pas d'objection à autoriser le transit, du moment
que le matériel dont il s'agit n'est pas expédié par
l'Etat même, mais par une entreprise privée suffisante.

L'acte du 11 Septembre

Présent : M. le Président
de la Confédération, M. Mota,
M. Cabonier, M. Muller.

Parasini et Lard.

107 Epreuve.

D'ici d'accepter un
représentant russe
officiel - D'ici d'avoir
pas foulées la portion
des Archives, bien que
ces dernières soient en

soumis d'accord de les faire
faire c'est le cas - M.
Paravicini voudra bien
préparer pour demain
une proposition au
Conseil fédéral.

27 zones.

M. de Lacroix
a extrait hier matin
aujourd'hui pour que
le Guiné homme sans état
la commission - M. Glouder
l'appelle que ce n'est pas la
première fois que la France
use de ce système de monopole
internationale, mais M.
Glouder est d'avis que l'on
ne risque rien en nommant
cette commission. On fait
espérer qu'elle instaurera
à venir puisque les
instructions ne sont pas
encore rédigées. Décidé

que l'on procédera le plus
tôt possible à la convoca-
tion de la commission,
mais si l'est impossible
de bannir les destructions.

80 Maribor.

M. Vetsch a
demanded à M. Adas
si le conseil fédéral
pouvoit avec indulgence
un mouvement
en faveur d'une
union économique
avec la Suisse. Chaque
de ces deux voies exprime
l'opinion de la nation
est enterrée pour le
moment. M. Adas
parle en faveur d'un Etat
autonome. M. Adas
dit qu'il y a objection,
mais il ajoute qu'il faut
savoir si l'on peut en-

Courager les Bruxellois
 qu'il faut les discourager.
 M. Calonder est d'accord de
 les laisser faire sans
 encouragement ni
 déconseil. M.
 Schultens est un
 adversaire abolu de
 toute continuation avec
 le Bruxelles, d'une part
 à cause des frais et
 d'autre part à cause de
 l'opinion publique. Il
 estime qu'il faut en
 fin une bonne fois
 se résigner au résultat,
 pris aux Chambres ou
 au peuple à approuver
 ou blâmer ce refus. Il
 est décidé que la question
 ne doit pas être reprise
 pour le moment.

A Voyage de M. Pitoni

Dr Co
 Lou
 Mey
 en
 Linn
 pos
 et la
 pape
 à Pra
 en c
 Pa t
 à M
 us D
 ayan

Poli

Du Conseil fédéral pendant
tout le séjour - décide que M.
Wagnin peut retourner
en Suisse.

Commission Unesco

a) Pologne. Depuis M.
Unesco part le plus vite
possible avec M. Bergman
et sans aucun autre accom-
pagnement.

à Prague et à l'arrêter
en allant et en revenant.
On demande à l'envoyer
à Prague une autre mission,
les Roches. Heppeney
ayant accepté M. Unesco.

Malte Verbi

Politique doit faire aider
le développement

Jusque et Police d'en expulser
le violeur.

27 les Autrichiens
on demandé à ces aristos
grecs de venir ils sont
tolérés ? Oui, mais
avec une date de
séjour limitée.

8^e Train suisse pour la Roumanie -

Décidé de protéger
contre le gouvernement
serbe qui arrête ces trains
par mesure de représailles
contre la Roumanie.

9^e Transit à
Travers le Danube en uniforme
de la garde royale serbe non
combattante. Décidé de l'autoriser.

Is.

10^e Février à Berlin

M. Boesiger accepte une maison. M. Wotta est autorisé à acheter des marks pour un demi million.

11^e Mr. Schulthess

expose sa mission commerciale dans le Roumanie pour acheter 100 000 tonnes de blé : il faudrait faire une avance aux Roumains qui rembourseraient par ses achats en Suisse. Mr. Cabritier exprime la nécessité d'être tenu au courant lorsque des missions de ce genre sont envoyées à l'étranger.

12^e Mr. Schulthess

expose qu'il faudra faire à la Belgique un crédit de 18 millions pour obtenir

30000 tonnes de charbon.
Il a ajouté que les
français ne finissent
pas parole pour la
livraison de charbon
de la Varre.

10/
lit
di
lie
au
pe
eu
bler
ces

Insiste
pour qu'
aucun
de co
nseil